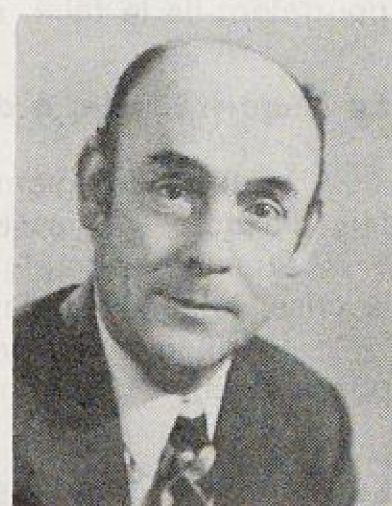
Elections Législatives du 12 Mars 1978 – Département des Hautes-Pyrénées - 1re Circonscription



MAJORITE PRESIDENTIELLE

CENTRE DES DEMOCRATES SOCIAUX



Pierre BLEULER
candidat

Louis LARRIEU
suppléant

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Alors que vient l'élection et que de la libre décision de chacun de vous va dépendre, pour une large part, l'avenir de notre Pays, deux constatations s'imposent :

Les Français, dans leur grande majorité, ne se sentent pas aussi malheureux que le martellement d'une propagande aussi excessive que mensongère veut le leur faire croire.

Sans doute, face aux difficultés du moment, connaissent-ils l'insatisfaction, l'impatience et l'amertume. Mais, lorsqu'ils se retoument sur le passé, ils savent mesurer le chemin parcouru : l'élévation sensible du niveau de vie, l'accès à la propriété de leur appartement ou de leur maison, les vacances, la possibilité plus grande pour leurs enfants d'accéder à l'Université, une meilleure protection sociale, un Pays mieux équipé, une volonté progressive de réduire les inégalités.

Ces Français frondeurs par nature, ne se laissent pas prendre aux sollicitations trompeuses des nouveaux marchands de rêve qui, pour masquer l'incohérence de leur doctrine et la profondeur de leur division, distribuent, aujourd'hui, le bonheur en promotion.

Ils savent que ceux qui, aujourd'hui, veulent leur faire croire que toutes les revendications peuvent être satisfaites tout de suite, se moquent d'eux. Qu'on les trompe, en fait, en leur promettant qu'ils pourraient, de façon durable, travailler moins, gagner plus, sans hausse des prix ni augmentation d'impôts, en faisant simplement « payer les riches », comme s'il était possible de consommer plus que l'on ne produit, dépenser plus que l'on ne gagne, importer plus que l'on exporte sans risquer la faillite de notre économie. Les Français savent ce qu'ils tiennent. Ils ne savent pas où peut mener le jeu des surenchères et des équivoques. Et si c'était pire demain !

En fait, aujourd'hui, notre Pays est confronté à la crise économique la plus dure de son histoire industrielle. Elle ne pourra être surmontée que si, tous ensemble, nous choisissons la voie de la persévérance, de l'effort et de l'unité.

Venue de l'extérieur, la crise a blessé notre économie. Cette crise est profonde. Elle sera durable.

La France doit faire face, depuis plusieurs années, à une transformation de l'économie mondiale de grande ampleur et qui n'est pas achevée. Cette transformation profonde et durable a plusieurs causes : l'augmentation brutale du prix du pétrole, la hausse générale du prix des matières premières, enfin, une intensification de la concurrence internationale provoquée par l'entrée en scène de Pays naguère encore sous-développés et qui sont avantagés par le coût moins élevé de leur main-d'œuvre. Importations plus coûteuses, exportations plus difficiles : toutes les conditions étaient réunies pour provoquer, dans tous les grands Pays industriels, dont la France, un ralentissement de l'expansion, l'inflation et le sous-emploi.

Le plan de redressement économique commence à atteindre ses objectifs.

Les résultats montrent un ralentissement régulier des prix. Alors que l'activité économique du Pays a été préservée, ainsi qu'en témoigne, en 1977, l'accroissement de la production industrielle le plus élevé d'Europe (3 %). Le pouvoir d'achat n'a pas été amputé : le niveau de vie des Français a été maintenu et même amélioré pour les plus défavorisés. En effet, à une hausse des prix de 9 % a correspondu une augmentation de la moyenne des salaires d'environ 11 %; du S.M.I.G. de 12,5 %; de l'allocation vieillesse de 29,4 % des allocations familiales de 18 %.

Si le chômage demeure préoccupant, son évolution inquiétante a été maîtrisée et grâce au Pacte National pour l'emploi, 514.000 postes ont été offerts aux jeunes qui arrivaient pour la première fois sur le marché du travail au cours de l'été dernier. Enfin, le commerce extérieur, élément capital de notre indépendance, s'est régulièrement redressé.

Ces résultats sont le fruit d'un effort continu qu'il ne faut pas relâcher.

L'opposition n'est plus, aujourd'hui, qu'un front du refus.

Refus de la crise comme si cette dernière n'existait pas ou comme s'il suffisait de la congédier.

Refus de proposer aux Français les efforts nécessaires au redressement alors qu'on les leurre par des promesses démagogiques qui ne pourront être tenues; alors qu'on leur offre en prime un Programme Commun, qui s'écrit désormais au pluriel. Son inspiration marxiste débouche, inévitablement, sur une Société Collectiviste qui plongerait bientôt la France dans le désordre économique.

Additionnant les impatiences, les insatisfactions, les mirages, les ambitions du moment, déchirée entre ses composantes, cette Opposition a perdu son homogénéïté d'antan.

Rongée par le mal pernicieux du soupçon, elle a brisé la dynamique unitaire qui fit sa force dans les engagements politiques d'hier.

Ramenée aux seules dimensions d'un cartel électoral, elle n'est plus crédible.

Comment ceux qui, aujourd'hui, démontrent jour après jour qu'ils ne peuvent s'entendre au temps des promesses pourraient-ils le faire, confrontés aux responsabilités du Gouvernement ?

La Majorité, elle, a démontré sa capacité de gouverner ensemble.

Quels que soient les regrettables éclats verbaux qui ont, quelque temps, opposé certains de ses dirigeants elle est, en fait, d'accord sur l'essentiel.

Riche de son pluralisme, elle a su affirmer sa cohésion dans une période particulièrement difficile, alors qu'il fallait, face à la crise, engager le Pays dans la voie de l'effort.

Mais nous le savons, et c'est l'acquis le plus précieux de la Vᵉ République, rien de profond, de durable ne peut être entrepris si l'action gouvernementale ne bénéficie pas de la stabilité nécessaire à son efficacité.

Le programme de BLOIS : des objectifs d'action pour les libertés et la justice.

Les mesures proposées doivent permettre à la France de triompher des difficultés du moment, de réduire la hausse des prix et le chômage, en dzveloppant notre activité économique, source du bien-être des Français. Elles ont pour perspectives de faire progresser notre Pays dans la voie de la justice sociale.

« Aux trois défis que la France doit relever : le bouleversement de l'équilibre mondial, l'anonymat et l'irresponsabilité des Sociétés de masse, l'accroissement des divisions entre Français, nous proposons trois réponses : la vérité dans la conduite de notre économie; la liberté dans l'approfondissement de la démocratie; l'unité par la justice.

Nous choisissons la réforme, non le bouleversement; l'évolution, non la révolution. »

(Raymond BARRE, Discours de Blois).

Ces mesures ont été choisies de telle sorte que leur coût puisse être supporté par l'économie française.

Elles ont pour objet la promotion :
- de citoyens libres et protégés;
- du progrès économique au service de l'emploi;
- de la solidarité au service de la justice sociale;
- de l'élévation de la qualité de la vie.

Centristes dans la Majorité, notre combat n'est pas de conserver, mais de transformer.

Nous situant résolument dans le puissant courant qui, sous l'impulsion du Président de la République, s'efforce de réformer notre Société vers plus de liberté, plus de justice, plus de responsabilité, nous voulons apporter à la Majorité un supplément d'âme, une sensibilité plus grande pour aborder les problèmes humains.

Préservant notre identité dans notre démarche unitaire au sein de la Majorité, nous voulons que s'expriment :

- une plus grande exigence d'équité afin que soient davantage réduites les disparités existant entre les personnes, les professions, les générations, les Régions;
- une décentralisation plus hardie du Pouvoir, pour mettre fin à l'accaparement progressif des pouvoirs des élus par une technocratie puissante, et une Administration omniprésente et paperassière;
- une volonté d'ouverture et d'élargissement enfin, pour en finir avec une bipolarisation excessive, génératrice de tensions sociales et politiques.

Il s'agit aussi de notre Bigorre qui souffre dans son développement de l'impuissance renouvelée de sa représentation parlementaire.

Elus locaux, hommes de terrain, présents à la vie quotidienne de nos concitoyens, nous sommes attachés au développement de notre Département dans ses diverses vocations : industrie, commerce, artisanat, agriculture, tourisme, thermalisme.

Habitants privilégiés d'une magnifique région, nous voulons préserver la nature, veiller à ce que les nuisances du nécessaire développement industriel n'affectent pas notre cadre de vie et ne mettent pas en difficulté notre agriculture.

C'est par une concertation permanente avec les forces vives de ce Département que le Député, demain, devra prendre en charge les besoins et les aspirations catégorielles et sectorielles de l'ensemble des habitants de la circonscription. Le progrès collectif n'est pas spontané. Il exige effort, volonté, coordination.

ELECTRICES, ÉLECTEURS,

C'est votre voix qui est la plus importante. Avant de décider, il vous faut réfléchir.

● ***Notre économie est convalescente : ce n'est pas le moment de changer de Médecin.***

● ***Les premiers effets du plan de redressement de l'économie apparaissent : On ne change pas une équipe qui gagne.***

● ***On ne joue pas avec l'économie : l'arrivée de la Gauche désunie au Pouvoir entraînerait, inéxorablement, l'aventure économique, l'impuissance politique et peut-être, à terme, la crise institutionnelle.***

LE BON CHOIX POUR LA FRANCE...
C'EST LE CHOIX DU BON SENS.

Pierre BLEULER
Médecin généraliste
Maire de Lannemezan
Conseiller Général des Hautes-Pyrénées

Suppléant
Louis LARRIEU
Employé de commerce
Maire de Galan
Ancien Maire-Adjoint de Tarbes
Conseiller Général des Hautes-Pyrénées

Imprimerie Péré Bagnères-de-Bigorre